

Deliveroo condamné en France aux prud'hommes pour travail dissimulé

Le statut d'indépendant des coursiers de Deliveroo et de ses concurrents est contesté dans de nombreux pays, et plusieurs décisions de justice ont déjà donné raison aux livreurs.

Le Monde avec AFP ·

Publié le 06 février 2020 à 21h00 - Mis à jour le 07 février 2020 à 07h41 · Lecture 2 min.

C'est une première en France. La plateforme de livraison de repas Deliveroo a été condamnée pour travail dissimulé à la suite de la requalification du contrat de prestation de service d'un de ses coursiers en contrat de travail.

Un livreur à vélo ayant travaillé pour Deliveroo à partir de 2015 demandait la requalification de son contrat de prestation de service en contrat de travail. « *Cela a été un très long combat, engagé en 2016* », a affirmé son avocat M^e Kevin Mention.

Un juge départiteur du conseil des prud'hommes de Paris a condamné Deliveroo pour travail dissimulé, selon la décision consultée. La justice a « *reconnu que le fait d'obliger le coursier à avoir un contrat de prestation de service était une volonté de frauder le code du travail de la part de Deliveroo et condamné l'entreprise à verser 30 000 euros au livreur* », selon M^e Mention.

« *C'est le premier cas de requalification en France pour Deliveroo* », a confirmé un porte-parole de la plateforme britannique. « *Nous allons examiner cette décision et éventuellement faire appel* », a-t-il ajouté. « *Les livreurs nous disent qu'ils veulent choisir quand, où et s'ils veulent travailler et c'est ce que nous leur permettons de faire* », soutient Deliveroo.

« *Ce cas de 2015 est relatif à notre ancien modèle* », a poursuivi le porte-parole. Les conditions contractuelles chez Deliveroo ont depuis évolué, les coursiers étant payés à la livraison avec des frais variables en fonction du temps et de la distance de chaque livraison, et non plus à l'heure.

Décisions de justice en Europe

Le statut d'indépendant des coursiers de Deliveroo et de ses concurrents est contesté dans de nombreux pays, et plusieurs décisions de justice ont déjà donné raison aux livreurs.

En France, M^e Mention entend « *lancer une cinquantaine de procédures aux prud'hommes contre Deliveroo ainsi que des procédures contre Frichti et contre Stuart* ». Il dénombre déjà « *une soixantaine de demandes de requalifications validées* » par les prud'hommes en France contre Take Eat Easy, plateforme liquidée en 2016, « *et encore une centaine de procédures en cours* ». Foodora, qui n'est plus actif en France, fait l'objet « *d'environ 90 procédures* » de sa part.

En Belgique, la plateforme de livraison est accusée de ne pas payer de cotisations sociales pour les milliers de coursiers qu'elle fait travailler dans le pays.

En Espagne, la justice a estimé que Deliveroo a fait passer comme indépendants des centaines de livreurs qui auraient dû être déclarés comme salariés, évitant ainsi de payer 1,2 million d'euros de cotisations sociales.

Lire aussi | [« Parfois 2 euros pour une course, c'est quoi ça ? » : grève des livreurs de Deliveroo à Paris](#)

Le Monde avec AFP

Services

CODES PROMOS avec Global Savings Group

- Yves Rocher : -50% sur une sélection d'articles
- Boohoo : -50% sur plusieurs catégories
- AliExpress : 5€ offerts dès 10€ d'achats
- Nike : jusqu'à -50% sur les articles en promotion
- Made.com : 50€ offerts dès 500€ d'achats
- Europcar : -15% sur votre location de voiture
- Red SFR : 15€ de remise sur votre panier

Tous les codes promos

